

## QUESTIONS VERS ALAIN BADIOU et son livre *L'Hypothèse communiste.*

Philippe Mengue

Dans l'approche d'une philosophie du multiple et de l'événement, comme l'est la philosophie de Alain Badiou, il est à mon avis éclairant et fructueux de la confronter à une autre philosophie du multiple et de l'événement, toute aussi philosophiquement importante pour notre époque, celle de Gilles Deleuze, même si et surtout si ces concepts sont construits à chaque fois de façon différente et dans une tension qui les rend parfois opposés. Alain Badiou a donné, en 1997, un livre sur la pensée de Gilles Deleuze *La Clameur de l'être*, qui déplie ces tensions antagonistes en s'en tenant essentiellement au plan ontologique. Pour ma part, je me cantonnerai ce soir à la pensée politique et à quelques annotations. Je vais en partant de la pensée de Gilles Deleuze tenter de repérer très rapidement trois points de divergence essentiels qui me permettront de dégager trois questions envers Alain Badiou et son dernier livre, *L'Hypothèse communiste* (2010), objet ce soir de notre questionnement<sup>1</sup>.

1) Alain Badiou revendique une fidélité non seulement à l'Idée au sens platonicien, mais, qui plus est, à **l'Idée communiste**. Le nomadisme deleuzien refuse l'idée platonicienne au nom de la modernité philosophique qui se veut selon le mot de Nietzsche, « renversement du platonisme ». Mais il n'en partage pas moins avec Alain Badiou la possibilité d'une métaphysique qui par ses constructions de concepts soit irréductible au débat démocratique et à sa sophistique relativiste.

---

<sup>1</sup> Il s'agit de l'une des nombreuses soirées organisées à Lille, par Cité-philo, celle du 23 novembre 2010, où j'étais invité avec Fabien Tarby à répondre à Alain Badiou.

Pourtant, Deleuze ne se rallierait pas non plus à l'Idée communiste, ni dans la période de *L'Anti-Œdipe*, où l'anti-capitalisme ne prend pas la voie du communisme, mais plutôt celui des flux schizophréniques nomades, ni encore moins avec les derniers textes de *Pourparlers* portant sur les sociétés de contrôle. Par exemple à Toni Negri qui, en 1990, lui demande si le communisme est encore pensable, Gilles Deleuze répond « je ne sais pas, peut-être » (*Pourparlers*, p. 237). Si Deleuze reste si évasif, c'est que pour lui l'idée communiste est dépassée, les sociétés de contrôle qui se mettent en place exigeant d'autres combats et d'autres libérations qui ne sont plus dans la forme du communisme.

Même si on ne trouve jamais chez Deleuze et Guattari de violentes critiques à l'égard du communisme, ni s'ils n'ont jamais fait, comme les nouveaux philosophes, de l'antitotalitarisme stalinien leur cheval de bataille, et même s'ils ont souvent revendiqué leur appartenance à l'analyse critique ouverte par Marx, ils se séparent du communisme et de la vision de la communauté qu'elle implique, du rôle joué par le Parti, par l'Etat, par la dictature du prolétariat. Même reprises et mises en perspective par la visée du dépérissement de l'Etat, ces thèses sont hétérodoxes absolument à la philosophie des intensités nomades et rhizomatiques.

2°) Le second grand point de divergence concerne **le sujet politique**, dont la théorisation est au centre de l'œuvre d'Alain Badiou depuis *Théorie du sujet*, en 1982. Le social, pour Deleuze, fuit par tous les bouts. Donc l'action subversive se trouve par elle-même déjà fondée sans avoir besoin d'un sujet qui soit en quelque sorte autonome ou indépendant vis à vis de la société. Il n'y a pas à chercher un sujet, un groupe, un parti révolutionnaire. La fuite, le traçage des lignes de fuite ne cesse d'avoir lieu, et donc des groupes sujets sont produits comme suppôts, comme sujets résidus sur ou à partir de ces lignes de fuite. Non que Deleuze et Guattari se réclament de l'anarchie. Ils posent contre cette doctrine la

pérennité de l'Etat. Reprenant Clastres, *La société contre l'Etat*, ils posent que l'Etat est de toujours, et qu'il hante les sociétés primitives dont toute l'organisation est aimantée à conjurer son surgissement. Son dépassement n'est ni à l'ordre du jour, ni vraiment envisageable 1°) puisque les sociétés de contrôle forment notre avenir le plus certain et 2°) que les forces de déterritorialisation ont toujours pour envers des forces de reterritorialisation, dont elles sont inséparables. Ni anarchiste, ni communiste, leur position serait plutôt du type libéral-libertaire, la thèse principale de *L'Anti-Œdipe* déclarant que le capitalisme ne va pas assez loin, et qu'il faut lever les obstacles et les limites qu'il met de lui-même à la puissance de déterritorialisation qui le porte. Pousser plus loin, toujours plus loin la déterritorialisation immanente au capitalisme que Marx avait aperçu dans un passage devenu célèbre du *Manifeste* de 1848, tel est le programme original, ni réductible à l'anarchie ni au communisme.

3°) Le troisième point important concerne le statut de **l'organisation**. Cette question est liée au point précédent. Et, en effet, si le capitalisme fuit et fait fuir par tous les bouts, il ne s'agit plus, pour Deleuze, que de pousser cette tendance schizophrénique, d'activer les lignes de fuite spontanées, de trouver des fissures à creuser dans les blocs sédimentés, en évitant les pièges de la reterritorialisation. Dans ce cas on comprend que la question du parti et de l'organisation devienne seconde, moins importante que dans le cas d'une pensée qui, comme celle d'Alain Badiou se veut délibérément communiste et en lien avec ses grandes séquences historiques (1789 et Robespierre, 1848, la commune, octobre 1917, Mai 68, la révolution culturelle, etc.). Alain Badiou a toujours refusé la tentation du gauchisme, la spontanéité sans parti du mineur à laquelle conduit la philosophie du désir comme nomadisme des intensités.

On le voit, malgré une **proximité très grande** à partir d'un horizon subversif et révolutionnaire partagé et un commun rejet de la démocratie existante qui se trouve caractérisée comme instance politique d'inscription

locale du capitalisme mondial et réduite au pouvoir d'une opinion fabriquée par les médias, d'importantes raisons les séparent politiquement l'un de l'autre. Mais celles-ci ne sont pas telles qu'elles couperaient toute possibilité de questionnement et d'élaboration parallèle du monde politique présent. Au contraire. Ces différences sont fécondes, au-delà de toute polémique. L'écart Deleuze-Badiou nous importe au plus haut point, à nous aujourd'hui, car si, pour le dire vite, la philosophie de Gilles Deleuze fonde une éthique de la rébellion ainsi qu'une magnifique esthétique des intensités singulières et nomades, elle me semble **échouer**, comme j'ai cru pouvoir le montrer ailleurs<sup>2</sup>, à **proposer une politique** proprement dite. La fidélité à l'hypothèse communiste, dont témoigne Alain Badiou, semblerait donc offrir comme une correction nécessaire ou du moins un infléchissement quasi inévitable du gauchisme de Deleuze qui semble devoir se perdre dans un nomadisme festif, ou dans une contestation moléculaire incapable de se soutenir d'une organisation politique ferme et efficace.

A partir de ce cadre ainsi dessiné trop frustrément, j'aimerais dégager deux ou trois questions en direction d'Alain Badiou.

PREMIÈRE QUESTION. Elle concerne le **communisme**.

En effet, à lire tant *L'Hypothèse communiste, Un Désastre obscur, De Quoi Sarkozy est-il le nom*, on semble abandonner successivement l'idée d'une dictature du prolétariat, le rôle du Parti, l'économie planifiée et la question de la propriété socialiste, pour ne garder que l'Idée d'émancipation. Or cette Idée, apparemment vidée de tout contenu substantiel, paraît avoisiner l'Idée régulatrice kantienne, et ne plus vraiment constituer une construction de la pensée de type platonicien. Il semble que l'hypothèse communiste s'étiolle, ne coïncidant plus qu'avec l'idée générale et vague d'émancipation qui, comme telle, reste commune à de multiples courants philosophiques depuis la Renaissance, dont le libéralisme. En quoi

---

<sup>2</sup> Philippe Mengue, *Deleuze et la question de la démocratie*, éd. L'Harmattan, 2003

l'exigence d'émancipation appartiendrait-elle encore en propre à la figure du communisme ?

Alain Badiou enregistre avec une grande lucidité les échecs que l'expérience historique du communisme semble avérer mais il n'en maintient pas moins une fidélité là où un abandon semble plutôt de mise, disons au moins depuis 1989 et l'écroulement du mur de Berlin. Si cette fidélité n'est plus assise sur un programme et un contenu substantiel de réformes, il ne reste, en dernier lieu, pour la fonder qu'un **affect**. Car il y a bien un affect spécifique pour la révolution, l'**enthousiasme**. Ce dernier, fut comme on sait magistralement théorisé d'abord par Kant, puis magnifiquement par Jean-François Lyotard, et même Deleuze. Cet affect n'est donc pas d'emblée proprement communiste. Mai 68, dans ce qu'il a de meilleur, dans sa lutte en faveur de la libération des femmes, des homosexuels, contre les micro-pouvoirs, et tout en avançant sous l'Idée d'émancipation dans son enthousiasme libertaire, Mai 68 donc, restait, dans de nombreux courants, réfractaire à l'Idée communiste et engageait à une rupture sans nostalgie ni fidélité. **L'appropriation par l'idée communisme** de cet affect d'enthousiasme, de ce « **devenir révolutionnaire** » que Deleuze prend bien soin de distinguer des séquences empiriques de fait et des échecs des révolutions dans le temps chronologique, ne constitue-t-elle pas une **opération osée** et peu légitime ou qui manquerait de médiation ?

SECONDE QUESTION. Elle concerne l'**organisation politique**.

Alain Badiou affirme sa distance irréductible à l'égard de l'Etat quelque soit la forme de pouvoir ou de régime qu'il puisse prendre, la forme Etat-Parti y compris, celle-ci, sous l'expérimentation maoïste s'étant révélée inadéquate. Il se situe explicitement dans le cadre de la théorie du dépérissement de l'Etat. Si donc il pense le mouvement révolutionnaire comme celui qui arrive à **soustraire** de son dynamisme l'appui de l'Etat, sa position, en fin de compte, ne rejoint-elle pas celle de Deleuze, qui

n'aboutit jamais plus loin qu' à **une éthique** du harcèlement des pouvoirs en place, à une esthétique de la subversion rebelle mais peu capable de fonder une politique (la micro-politique n'étant pas autre chose qu'une éthique rebelle) ?

Pour tous deux, Deleuze et Badiou, on semble donc retrouver la question de l'organisation comme centrale. La poser d'un côté comme rhizomatique ou transversale ou bien en proposer des modèles qui sont vis-à-vis du long terme des feux de paille qui illuminent un instant l'histoire mais qui sont assez vite éteints, n'est-ce pas se débarrasser de la difficulté ou la laisser pour le moment non résolue ?

TROISIÈME ET DERNIÈRE QUESTION. Elle porte sur la présentation de l'Idée dans son infinité comme émancipation.

Même si on doit obligatoirement concevoir l'actualisation de l'Idée d'émancipation comme soustraite et à distance de l'Etat démocratique actuel peut-on supposer qu'elle ait lieu non nécessairement et non uniquement dans des formes insurrectionnelles d'apparition ? La question sous forme positive est la suivante : la présentation de l'idée ne peut-elle pas, dans certaines conditions, se faire, non seulement dans les marges et les mouvements nomades, dans les mouvements de grève et les instances d'autonomie subversives, mais aussi dans **l'intériorité des organisations de pouvoir démocratique** en place ?

Je m'explique. La démocratie peut en effet être prise en **double part**. En tant que forme de pouvoir d'Etat, elle ne cesse de sombrer dans la démagogie d'opinion, d'entretenir des « affaires » politico-médiatiques et nage dans la médiocrité journalistique sans idée, comme vous l'avez mis si bien en relief. Mais la démocratie, malgré ses avatars, est en même temps irréductible à son inscription dans le champ juridique et étatique, institutionnel. Elle déborde et travaille de l'intérieur sa traduction historique et son actualisation de fait. Car les institutions démocratiques

ouvrent sur le **réel** au sens fort. La démocratie aurait un point de contact constitutif avec ce que Lacan appelle le « *trou du politique* ». Soit avec, disons, la Vérité comme Chaos, béance et absence de sens. La démocratie a pour centre décentré non le consensus d'opinion mais le lieu vide du pouvoir qui interdit toute réduction du social à un organisme, à une machine, bref à une totalité fonctionnelle et introduit une faille dans le consensus d'opinion et sa fabrication.

Si la démocratie implique bien la confrontation, même implicite, au Chaos, alors les peuples comme les individus se font sujets au sens fort que vous donnez à ce terme puisque le sujet est constitué par le vide de savoir de qu'il est et veut. Un espace public démocratique peut toujours être tracé, un peuple se (re)constituer comme peuple, il peut toujours renaître sous le règne apparemment sans partage de l'échange des marchandises et les pouvoirs de la communication. Dans cette ligne de pensée on rencontrerait une approche voisine et analogue à celle que soutient Jacques Lacan dans la procédure de l'analyse. Avec, certainement, prudence et vigilance ne pourrait-on pas tourner l'exigence interne à l'Idée d'émancipation ainsi que les mouvements révolutionnaires qui lui sont liés, non vers le pôle communiste mais celui de la démocratie, comme semblent y inviter des auteurs aussi exigeants et différents que par exemple Jacques Rancière et Jean-Luc Nancy ?

Je vous remercie de votre bienveillance pour ces rapides élaborations.

